

# RAPPORT SPÉCIAL

**Mission conjointe d'évaluation des récoltes et de  
la sécurité alimentaire  
au Niger**

**4 février 2013**



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET  
L'AGRICULTURE, ROME**

*Le présent rapport a été établi par Jean Senahoun, Cheikh Ibrahima Ndiaye, Hervé Sylvain Ouédraogo sous la responsabilité du secrétariat de la FAO à partir d'informations officielles et officieuses d'une Mission conjointe CILSS/FAO/FEWSNET/PAM d'évaluation des récoltes et de la situation alimentaire, avec la participation de Maty Ba Diao (CILSS), Mamadou Samakè (CILSS), Jean Senahoun (FAO), Cheikh Ibrahima Ndiaye (FAO), Hervé Sylvain Ouédraogo (FAO), Amadou Diop (FAO), Abdou Moussa (FAO), Senoussi Fode Camara (FAO), Mahamane Nasser Almadjir (FEWSNET), Lawan Tahirou (PAM), Maman Adamou (PAM), La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser au soussigné pour un complément d'informations le cas échéant.*

Shukri Ahmed  
Économiste principal, EST/SMIAR  
Télécopie : 0039-06-5705-4495  
Mél: [giews1@fao.org](mailto:giews1@fao.org)

*Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: [www.fao.org](http://www.fao.org) <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>*

*Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : [mailserv@mailserv.fao.org](mailto:mailserv@mailserv.fao.org) sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :*

***subscribe SMIARAlertes-L***

*Pour être rayé de la liste, envoyer le message :*

***unsubscribe SMIARAlertes-L***

*Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.*

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>Faits saillants</b> .....	4
<b>1 VUE D'ENSEMBLE</b> .....	4
<b>2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE</b> .....	6
2.1 Population et situation macro-économique .....	6
2.2 Secteur agricole.....	6
<b>3 RAPPEL: LA CRISE ALIMENTAIRE DE 2011/12</b> .....	8
3.1 Campagne agricole 2011/12 .....	8
3.2 Campagne pastorale 2011/12.....	9
3.3 Mesures prises.....	9
<b>4 PRODUCTION ALIMENTAIRE en 2012/13</b> .....	11
4.1 Préparation de la campagne pluviale 2012/13 .....	11
4.2 Préparation des cultures irriguées 2012/13.....	12
4.3 Conditions agro-climatiques .....	13
<b>5 SITUATION PASTORALE 2012/13</b> .....	18
5.1 Développement des pâturages et points d'eau.....	18
5.2 Bilans fourragers .....	20
5.3 Situation zoo-sanitaire.....	- 22 -
<b>6 CONTEXTE RÉGIONAL</b> .....	- 22 -
<b>7 MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES</b> .....	- 22 -
<b>8 BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES POUR 2012/13</b> -	23 -
<b>9 PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS</b> .....	- 24 -
<b>ANNEXE : SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DE TERRAIN DANS QUELQUES RÉGIONS</b> .....	- 26 -

### **Faits saillants**

- Malgré les inondations survenues en certains endroits entre juillet et septembre, les précipitations ont été adéquates dans l'ensemble et ont permis le déroulement normal du cycle des cultures dans la plupart des départements. Les distributions d'intrants effectuées ont également amélioré les disponibilités auprès des ménages et permis un bon démarrage de la campagne agricole.
- La production céréalière brute est estimée à plus de 5,1 millions de tonnes (y compris les prévisions de récolte pour les cultures de contre-saison), ce qui représente un accroissement de 42 pour cent par rapport à la campagne 2011, et dépasse la moyenne des 5 dernières années. Sur cette base, le pays disposera en 2012/13 d'un surplus céréalier appréciable qui lui permettra de reconstituer les stocks, épuisés suite à la crise de 2011/12.
- Hormis quelques cas isolés, les pâturages ont bien récupéré suite à un bon développement phénologique des différentes espèces fourragères, et les points d'eau sont remplis.
- La bonne production céréalière, combinée aux perspectives favorables de récolte dans les pays voisins, notamment au Nigeria, au Burkina-Faso, au Benin et au Tchad laisse présager une situation satisfaisante du disponible alimentaire pendant la campagne de commercialisation 2012/13.
- Cette situation globalement favorable survient cependant après nouvelle année de crise alimentaire. En 2011 (comme en 2009), des pluies tardives et des épisodes prolongés de sécheresse ont sérieusement compromis la production agricole et entraîné une forte dégradation des pâturages dans les zones pastorales et agro-pastorales du pays. La production de céréales avait baissé de 31 pour cent par rapport à l'année précédente tandis que la production de biomasse était inférieure de 50 pour cent aux besoins nationaux.
- La mission conjointe a établi que, comme en 2004/05 et 2009/10, la crise alimentaire de 2011/12 a eu un impact grave sur les populations pastorales, agro-pastorales et celles des zones agricoles à haute intensité de population. Elle s'est traduite à des degrés divers par une chute des revenus, un niveau élevé d'endettement des ménages, et une détérioration de la situation nutritionnelle.
- La mission estime qu'il est urgent de renforcer le pouvoir d'achat des ménages et leur accès au disponible céréalier national à travers un appui aux activités agricoles de contre-saison et d'autres activités génératrices de revenu. Un soutien doit être apporté à la commercialisation des produits agricoles à travers la reconstitution du stock national de sécurité et des achats humanitaires si possible. Il est également essentiel de continuer l'appui aux centres de récupération nutritionnelle.

## **1 VUE D'ENSEMBLE**

Le Niger a été frappé par une série de crises alimentaires depuis 2004 (en 2004/05, 2009/10 et 2011/12). La crise de 2011/12, comme les précédentes, a non seulement entraîné une chute dramatique des productions agricole et pastorale, mais aussi la perte de biens et d'autres formes d'épargne, une chute des revenus et un fort endettement des ménages. Les conséquences de la série de crises sur l'état de santé et de nutrition de la population, en particulier des enfants de moins de cinq ans, sont sérieuses. Les taux de malnutrition général et de malnutrition aiguë sévère en particulier ont atteint des niveaux très élevés, aussi bien en milieu rural qu'urbain. En juillet 2012, 14,8 pour cent des enfants du pays souffraient de malnutrition aiguë globale (MAG). Le seuil critique de 15 pour cent était dépassé dans quatre régions du pays.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Niger, la FAO, le PAM, le CILSS et le FEWSNET ont convenu de mener conjointement une évaluation approfondie de la campagne agricole et pastorale et de la situation alimentaire. En effet, les séquelles des crises passées et celle de 2011/12, en particulier le niveau d'endettement des ménages, sont telles que même avec une campagne 2012 satisfaisante, il ne fait aucun doute que beaucoup de ménages nigériens se retrouveront en situation d'insécurité alimentaire dans des délais allant pour certains de trois à six mois après la récolte. Il est donc important de se doter d'une bonne compréhension de la situation et des perspectives actuelles. Ceci permettra de concevoir, préparer et mettre en œuvre des interventions génératrices de nourriture et de revenus qui faciliteront l'accès des populations aux denrées alimentaires produites au cours de cette année 2012/13, et dont une bonne partie a déjà été commercialisée.

La mission conjointe CILSS/FAO/FEWSNET/PAM a visité le pays du 22 octobre au 9 novembre 2012. Durant la première semaine, les experts et représentants de la FAO, du PAM, du CILSS-AGRHYMET

et de FEWSNET en collaboration avec les responsables des ministères, ont adopté le programme de travail de la mission et ont tenu des séances de travail avec les services nationaux intervenant dans le suivi de la campagne agricole, la prévision des récoltes et la sécurité alimentaire. Une rencontre a été organisée avec le Groupe de travail pluridisciplinaire (GTP) à laquelle ont assisté les représentants de la Direction de la protection des végétaux (DPV), la Direction des cultures vivrières (DCV), la Météorologie nationale, le Système d'alerte précoce (SAP), le Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA), les Systèmes d'information sur les marchés de bétail (SIM Bétail) et sur les marchés agricoles (SIMA) et la Direction des statistiques agricoles (DSA). La Mission a bénéficié de l'appui de toutes les directions centrales et régionales des Ministères de l'agriculture et de l'élevage ainsi que l'appui des autres services et ministères sollicités.

La Mission s'est constituée en deux groupes et a pu visiter cinq départements dans les régions de Tillabéri (Tillabéri, Filingue et Abala) et Dosso (Loga et Doutchi). Les visites de terrain se sont limitées à ces deux régions surtout pour des raisons sécuritaires. Tillabéri et Dosso sont également les deux régions du pays où les productions agricoles et fourragères ont été affectées par une pluviométrie irrégulière en 2012. La collecte de données a été faite aux niveaux régional, départemental, village et ménage. Des entretiens ont eu lieu avec des responsables des services déconcentrés de l'état ainsi qu'avec plusieurs acteurs de la sécurité alimentaire tels que les agriculteurs, les éleveurs, les commerçants de produits agricoles, et les intermédiaires. Dans les différentes localités visitées, la mission a mis l'accent sur divers aspects liés à la situation alimentaire des populations à travers des séances de travail ainsi que de nombreuses interviews aux niveaux village, campement et ménage. Il s'est agi de comprendre l'impact de la crise alimentaire de 2011/12, les stratégies de gestion de crise et de survie mises en œuvre, l'impact sur les superficies emblavées en 2012 et sur la production disponible pour la consommation alimentaire.

Les équipes ont visité des champs pour constater l'état des cultures et des pâturages. Elles se sont entretenues avec les agriculteurs/éleveurs ainsi qu'avec les autorités régionales et locales et des techniciens chargés du suivi de la campagne agropastorale sur les conditions de production, les rendements attendus et l'impact de la crise alimentaire de 2012. Elles ont également visité les marchés pour observer l'évolution des prix des principales denrées alimentaires, particulièrement des céréales ainsi que du bétail. La mission a également évalué la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés, l'accessibilité du disponible aux populations, les flux de produits, etc. La mission a également visité des Centres de récupération et de nutrition, et eu des entretiens avec leurs responsables. Enfin, une des équipes s'est rendue sur le camp de réfugiés Maliens situé à Abala et qui abritait 18 000 personnes lors du passage de la mission.

Les résultats préliminaires de la Mission ont été présentés au Ministre de l'Agriculture en présence du Directeur des statistiques agricoles (DSA) et du Directeur général de l'agriculture. Une réunion de restitution a également eu lieu avec les représentants du PAM, de la FAO, et présidée par le Coordonateur du Système des Nations Unies au Niger. L'analyse des informations recueillies par la Mission fait ressortir que:

- La campagne agricole et pastorale 2012/13 est bonne, dans l'ensemble. En dépit des inondations qui ont affecté plusieurs régions entre juillet et septembre, les précipitations ont été adéquates dans l'ensemble et ont permis le déroulement normal du cycle des cultures céréalières dans la plupart des départements. En outre, l'assistance alimentaire et non alimentaire de l'état et des partenaires a été efficace et permis de limiter l'impact de la crise alimentaire et d'améliorer les disponibilités en semences. Hormis quelques cas isolés, les pâturages ont bien récupéré suite à un bon développement phénologique des différentes espèces fourragères, et les points d'eau sont remplis. Cependant, beaucoup de cas de feux de brousse sont déjà signalés. Plus de 100 000 ha de pâturages ont été détruits par les feux à travers le pays à la mi-novembre 2012.
- Sur la base des chiffres de production provisoires, le pays disposera en 2012/13 d'un surplus céréalier prévisionnel, hors importations commerciales, de près de 450 000 tonnes. Une partie de cet excédent servira à reconstituer les stocks y compris le stock national de sécurité, épuisés suite à la baisse de la production en 2011. Les importations commerciales prévues de blé et de riz (deux produits pour lesquels le pays présente un déficit structurel) devront couvrir les besoins estimés.

- Cependant, la crise alimentaire de 2011/12 (comme celles de 2004/05 et 2009/10) a eu un impact grave sur les populations pastorales, agro-pastorales et celles des zones agricoles. Parmi ces groupes, la crise s'est traduite à des degrés divers par une chute des revenus, un niveau élevé d'endettement des ménages, et une détérioration de la situation nutritionnelle.
- Bien que la campagne agricole 2012/13 ait été bonne en général, à l'exception des zones à déficit chronique ou des poches ayant été affecté par un déficit pluviométrique, des inondations ou des attaques de ravageurs de culture, une assistance reste nécessaire afin de développer la résilience des populations affectées pour leur permettre d'assurer de façon autonome leur accès à l'alimentation. Cette assistance doit intervenir dès que possible afin d'éviter les facteurs négatifs pouvant encore davantage affaiblir leurs moyens de subsistance après que leurs stocks alimentaires propres ont été épuisés. Les interventions devraient mettre l'accent sur les facteurs contribuant à améliorer la commercialisation des produits agricoles et l'accès des populations aux disponibilités alimentaires.

## 2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

### 2.1 Population et situation macro-économique

Le taux de fertilité du Niger est l'un des plus élevés en Afrique au sud du Sahara, avec plus de 7 enfants par femme. Par conséquent la population croit à un rythme annuel de 3,5 pour cent et atteindra 16,6 millions d'habitants en 2012 selon les estimations des Nations Unies. Il s'agit d'une population jeune (49 pour cent de la population a moins de 15 ans en 2011) et surtout rurale (les villes concentrent seulement 17 pour cent de la population en 2010). La densité de population de 12 personnes au km<sup>2</sup> est faible. Cependant, avec une répartition inégale sur le territoire, certaines zones étant pratiquement vides et d'autres au contraire connaissant des phénomènes de saturation foncière. La forte croissance démographique met à mal les infrastructures sociales – services de santé et de l'éducation notamment- et contribue à la désertification, particulièrement pendant les périodes de sécheresse prononcée.

En 2011, le Niger a été classé 186<sup>ème</sup> sur 187 pays du point de vue de l'Index de développement humain du PNUD; le pays est particulièrement défavorisé par rapport à la moyenne des pays d'Afrique au sud du Sahara. Le Produit national brut (PIB) est fortement variable, reposant en grande partie sur un secteur agricole dépendant des aléas climatiques<sup>1</sup>. Après avoir accusé un recul d'environ 0,6 pour cent en 2004, le PIB du Niger a rebondi de 7,4 pour cent en 2005 et progressé à un rythme annuel de 5,9 pour cent pendant la période de 2006-2008. Il a connu une nouvelle contraction de 1,3 pour cent en 2009 suite à la mauvaise production agricole enregistrée cette année, avant de rebondir de 8,5 pour cent en 2010.

La balance des comptes courants du Niger est structurellement déficitaire. Le déficit est estimé à quelque 1697 millions de Dollars EU en 2011, soit près de 28 pour cent du PIB, ratio qui devrait s'élever à environ 25 pour cent du PIB en 2012. Ce déficit a été multiplié par cinq depuis 2006/07, reflétant surtout l'augmentation du déficit de la balance des services et des biens capitaux. Le déficit devrait continuer à s'élargir les prochaines années en raison des investissements prévus dans les secteurs miniers et pétroliers. Le pays doit aussi importer de grandes quantités de produits de première nécessité, surtout les denrées alimentaires qui représentent 13 pour cent de la valeur des importations. Les conditions d'enclavement augmentent les coûts de transport qui se répercutent sur les prix des produits importés, aggravant ainsi le déficit des comptes courants. La France, les Etats-Unis, le Nigeria, la Chine et la Côte d'Ivoire sont les principaux partenaires commerciaux du Niger.

Les réserves de change ont fluctué considérablement par le passé, reflétant les variations des revenus d'exportations et des dons. Néanmoins, la situation des réserves de change s'est améliorée nettement depuis 2000, passant d'une moyenne de 67 millions de dollars en 1997/01 à 698 millions de dollars en 2006/10. Cette amélioration traduit l'engagement du gouvernement à la stabilité macroéconomique. La gestion des réserves de change est facilitée par l'appartenance du Niger à l'UEMOA.

---

<sup>1</sup> Sur les quarante dernières années, la période la plus prospère remonte au 'boom de l'uranium' de 1976-1980, qui correspondait aussi à une série d'années à pluviométrie relativement abondante.

Le Niger a achevé de façon satisfaisante en 2004 son premier programme de réduction de la pauvreté et d'appui à la croissance en partenariat avec le FMI et la Banque mondiale dans le cadre de l'Initiative des pays très pauvres et très endettés. Ceci a permis au pays de bénéficier d'une réduction de dette de près de 1,2 milliards de dollars. Deux ans plus tard, le pays bénéficie d'une nouvelle réduction de dette à travers l'Initiative multilatérale de réduction de la dette. Le ratio de la dette publique passe alors de 76 pour cent du PIB en 2004 à 22 pour cent en 2006.

La forte dépendance de l'économie nigérienne de l'agriculture et de l'uranium la rend particulièrement vulnérable à des chocs exogènes tels que la sécheresse, l'invasion acridienne et les variations néfastes des prix internationaux. Les secteurs agro-sylvo-pastoraux, qui emploient plus de 80 pour cent de la population, génèrent 42 pour cent du PIB dont environ 25 pour cent pour l'agriculture, 12 pour cent pour l'élevage et 4,5 pour cent pour les forêts et pêches. Mais le pays est souvent soumis à des déficits pluviométriques préjudiciables aux cultures et à l'élevage et qui, combinés à la pression démographique croissante, accélèrent la désertification. L'uranium reste cependant la première source de devises, avec plus de 70 pour cent de la valeur des exportations en 2011.

## 2.2 Secteur agricole

Le secteur de l'agriculture et de l'élevage constitue la base de l'économie nationale au Niger. Les activités agricoles et pastorales sont pratiquées dans 4 grandes zones agro-écologiquement distinctes mais complémentaires en raison de la large mobilité des agro-pasteurs à travers le territoire:

- La zone semi-désertique au nord du pays;
- La zone pastorale sub-saharienne au centre du pays;
- La zone sahélienne à prédominance agro-pastorale au centre sud, recevant entre 200 et 500 mm de pluie par an et dominée par une végétation à base d'Acacias;
- La zone sahélo-soudanienne à vocation agricole plus marquée au sud du pays où il pleut entre 600 à 800 mm par an.

Les systèmes de production sont dominés par l'association agriculture—élevage. L'agriculture est essentiellement pluviale avec à peine 2 pour cent des superficies cultivées qui bénéficient de l'irrigation à partir du fleuve Niger. L'activité agricole se fait sur des exploitations familiales de subsistance de taille réduite pratiquant principalement les cultures vivrières (mil, sorgho, niébé et manioc). Le riz et quelques autres cultures de rente comme le maïs, le coton et l'arachide sont également pratiqués. La culture du riz connaît actuellement une progression marquée grâce au développement récent des aménagements hydro-agricoles. L'élevage bovin, ovin, caprin et camelin constitue une activité importante en milieu rural, plus particulièrement dans les vastes étendus du nord du pays, et occupe le deuxième poste des exportations. Le Nigeria est l'un des principaux clients pour le bétail du Niger et entre ces deux pays il existe des flux importants d'animaux et de céréales pour couvrir une partie des besoins de consommation de leurs populations respectives.

Ainsi, le secteur agricole est fortement marqué par son caractère vivrier. Sur une superficie totale cultivée en 2011 d'environ 15 millions d'hectares, le mil occupe 46 pour cent des emblavures, le sorgho 19 pour cent et le niébé 30 pour cent, avec peu de variation de ces pourcentages sur les cinq dernières années. L'autre caractéristique de l'agriculture au Niger est sa forte dépendance vis-à-vis du régime des précipitations dont les fluctuations annuelles et saisonnières expliquent largement la faiblesse des rendements et les fortes variations observées au niveau de la production agricole nationale. Pour une très bonne année comme 2010, les rendements moyens des principales cultures se situent autour de 550 kg/ha pour le mil, 450 kg/ha pour le sorgho, 350 kg/ha pour le niébé et 500 kg/ha pour l'arachide.

Etant données la forte croissance démographique (3,5 pour cent par an) et la progression insuffisante de la production agricole, le Niger qui était autosuffisant en denrées alimentaires et même exportateur de céréales jusqu'à la fin des années soixante, est devenu déficitaire. Actuellement, pour couvrir ses besoins alimentaires, le pays doit recourir aux importations à hauteur d'environ 10 pour cent pour combler une bonne partie du déficit, le reste étant couvert par l'aide alimentaire.

Le secteur agricole du Niger doit actuellement faire face à de nombreux défis dont les plus importants sont l'augmentation des risques d'aléas climatiques exceptionnels liés aux changements climatiques, la

dégradation de la fertilité des terres cultivées et des parcours, la diminution de la capacité de charge des zones de pâturage liée à l'augmentation des effectifs de bétail, et la pression démographique galopante qui non seulement affecte l'exploitation abusive des ressources naturelles mais aussi exacerbe le déficit alimentaire devenu structurel. Sans des interventions soutenues et s'inscrivant dans et dans une approche de gestion à long terme des risques de catastrophes, le déficit alimentaire ne peut que s'aggraver. En effet, les statistiques agricoles du pays montre que les superficies des terres agricoles du Niger sont passées de 11,5 millions d'hectares en 1999 à 15 millions d'hectares en 2011 soit une augmentation de près de 300 000 ha chaque année. Pendant cette période, les niveaux de rendements des principales cultures ne se sont pas améliorés de façon significative. L'extension des superficies cultivées s'est donc faite essentiellement aux dépens des terres marginales qui autrefois étaient laissées en jachère ou servaient comme terrains de parcours.

Par ailleurs, des changements importants du régime pluviométrique ont eu lieu ces dernières années dans l'ensemble du Sahel. Ils se sont traduits notamment par une plus grande irrégularité de la distribution saisonnière des précipitations avec des épisodes fréquentes de sécheresse et d'inondations. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le continent africain apparaît comme « l'un des plus vulnérables au changement et à la variabilité climatiques, cette situation s'exacerbant sous l'effet d'une faible capacité d'adaptation des États et d'une forte interaction entre de multiples pressions exercées à différents niveaux ».

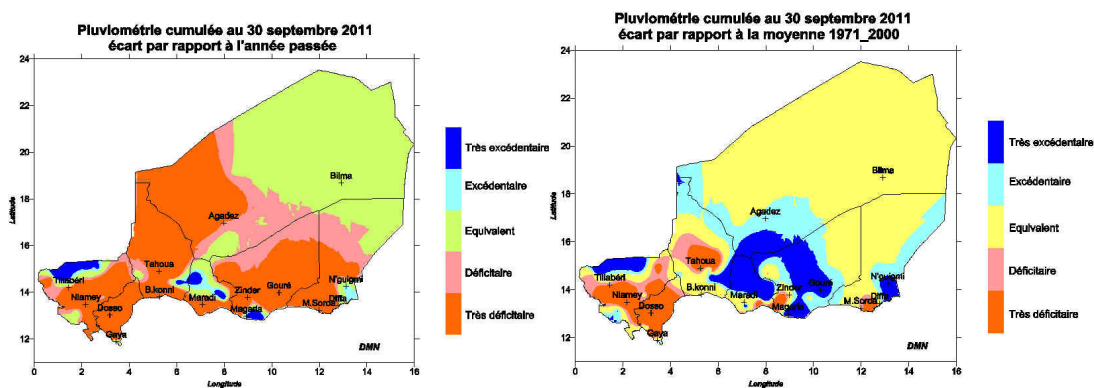
### 3 RAPPEL: LA CRISE ALIMENTAIRE DE 2011/12

#### 3.1 Campagne agricole 2011/12

La campagne agricole d'hivernage 2011/12 a été caractérisée par une pluviométrie mal répartie dans le temps et dans l'espace ponctuée par des épisodes secs au cours des mois de juillet, août et septembre. Le cumul pluviométrique saisonnier au 30 septembre 2011, était inférieur à 400 mm au niveau de la plupart des postes suivis.

Comparé à l'année précédente, le cumul pluviométrique saisonnier au 30 septembre était déficitaire sur la quasi-totalité de la zone agropastorale. Par rapport à la moyenne 1971-2000, la pluviométrie 2011 était déficitaire dans les régions de Tillabéri, de Dosso, le nord-ouest de la région Tahoua et localement dans la région de Diffa comme l'indiquent les *figures n°1 et n°2*.

**Figure n° 1 et 2: Comparaison des cumuls pluviométrique au 30 septembre 2011 avec celle de 2010 et la normale 1971–2000**



La production céréalière de 2011 était estimée à environ 3,6 millions de tonnes. Elle était en baisse de 31 pour cent par rapport à celle de la campagne 2010/11 et de 15 pour cent par rapport à la moyenne des cinq (5) années précédentes.



## 3.2 Campagne pastorale 2011/12

L'irrégularité des pluies en 2011 s'est traduite par :

- une forte variabilité de la densité des herbacées ;
- un tallage réduit et une faible croissance en hauteur (15 cm en moyenne) ;
- une épiaison précoce et un nombre important de pieds non vigoureux au mètre carré (plus de 200 pieds par endroit) ;
- la présence de certaines espèces peu ou pas appréciées par les animaux (enclaves pastorales, formations forestières et jachères des zones agropastorales et agricoles).

Le bilan fourrager était déficitaire avec un déficit théorique de 10 222 408 tonnes de matières sèches, représentant 6 013 181 Unités de bétail tropical (UTB) soit 50 pour cent des UBT séjournant dans le pays. En outre, l'évaluation qualitative et quantitative de la biomasse faisait ressortir une composition floristique largement dominée par *Cenchrus biflorus*, *Aristida sp* et *Schoenefeldia gracilis*. Près de 26 100 ha de parcours ont été brûlés par les feux de brousse.

## 3.3 Mesures prises

Face à l'ampleur des déficits céréaliers et fourragers un plan de soutien a été élaboré par le Gouvernement pour renforcer les capacités des populations vulnérables à faire face à l'insécurité alimentaire. Le détail des actions menées et celles encore en cours se présente comme suit:

### 3.3.1 Opérations de soutien aux ménages vulnérables

#### a. Opérations de distributions gratuites ciblées

Les opérations de distributions gratuites ciblées ont porté sur 123 842 tonnes de céréales distribuées gratuitement aux ménages en insécurité alimentaire sévère par le PAM, la CCA/GC et les ONG. De cette quantité, 33 900 tonnes ont été distribuées par la CCA sur le stock national de sécurité alimentaire (SNS). Le coût global de cette opération est évalué à 40 248 650 000 FCFA.

#### b. Opérations de ventes à prix modérés

Les quantités vendues à prix modérés s'élèvent à 131 640 tonnes de céréales sur la période de février à juillet 2012. La cible principale était la population en Insécurité alimentaire modérée (IAM). Le coût est évalué à 39 492 000 000 FCFA.

#### c. Opérations de cash transfert

Au total, 34,8 milliards FCFA ont été investis dans les opérations de transfert d'argent (cash for work, food for work, transferts inconditionnels) qui ont touché plus de 950 000 ménages. Cette activité a été financée par le PAM, la CCA/GC et les différentes ONG.

Au total, 2,95 millions de ménages en insécurité alimentaire sévère (IAS) ont été touchés par les opérations de cash transfert, de distribution gratuite ciblée et de food for work.

#### d. Lutte contre la malnutrition

Les actions de lutte contre la malnutrition ont mobilisé pour l'année 2012 plus de 50 milliards de FCFA. Environ 619 190 enfants atteints de malnutrition aigue sévère et modérée étaient ciblés pour recevoir les rations et 829 854 enfants ont bénéficié des opérations de blanket feeding (lutte préventive).

#### e. Opérations de distributions de semences

Les quantités de semences pluviales distribuées dans les zones déficitaires pour venir en appui au programme d'urgence du gouvernement s'élèvent à 7 274 tonnes. L'appui de la FAO s'élève à 2 414 tonnes.

### 3.3.2 Appui à la campagne pastorale

L'appui aux producteurs pendant la campagne pastorale 2011/12 a porté sur:

- la mise à la disposition des éleveurs de 20 000 tonnes d'aliments de bétail, au coût de 4 000 000 000 FCFA pour des opérations de vente à prix modéré ;
- la vaccination gratuite de 4 625 939 bovins, 6 799 275 petits ruminants et 206 895 camelins;
- le développement des cultures fourragères sur 246 ha ;
- la valorisation des résidus de récoltes et des autres fourrages (blocs multi-nutritionnels) portant sur 55 473 tonnes ;
- le forage de 28 puits villageois.

### 3.3.3 Reconstitution du Stock national de sécurité (SNS)

Sur les ressources du dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires, un total de 60 000 tonnes a été acheté à la fin octobre 2012. Ce tonnage a contribué à la mise en œuvre des opérations de distribution gratuite ciblée et de vente à prix modéré. A la mi-novembre 2012, le niveau du stock national de sécurité était de 24 205,85 tonnes répartis comme l'indique le tableau n°3.

**Tableau n° 1: Répartition du stock national de sécurité par région (en tonnes)**

Régions	Mil	Riz	Sorgho	Mais	Niveau SNS actuel
Agadez	0	0	0	0	0
Diffa	14,3		23,15		37,45
Dosso	0	0	0	0	0
Maradi	4 687,15		640,45	2 007,3	7 334,9
Tahoua	878,2		1 225,05	3 370	5 473,25
Tillabéri	75		73,25	72,6	220,85
Zinder	1 927,65		291,75	2545	4 764,4
Niamey	2 293	674	462,9	2 945,1	6 375
<b>Total disponible</b>	<b>9 875,30</b>	<b>674</b>	<b>2 716,55</b>	<b>10 940</b>	<b>24 205,85</b>

Source: Cellule crises alimentaires (CCA).

### 3.3.4 Comparaison de l'assistance reçue en 2005, 2010 et 2012

Le Niger a été frappé par des crises alimentaires sérieuses en 2005 et 2010. L'assistance apportée aux populations pendant ces crises se présente comme suit:

**Tableau n° 2: Comparaison des appuis reçus**

Activités	2005	2010	2012	
			Quantité (T)	Valeur (F CFA)
Distribution gratuite ciblée (T)	65 029	95 981	123 842	40 248 650 000
Vente de céréales à prix modéré (T)	38 209	62 623	131 640	39 492 000 000
Cash for work (CFA)	576 663 000	13 500 000 000		34 800 000 000
Malnutrition (Fr)	ND	14 044 119 000		43 980 709 255
<b>TOTAL</b>			<b>254 482</b>	<b>158 521 359 255</b>

Source: Cellule crises alimentaires (CCA).

Le tableau ci-dessus montre que les réponses de 2012 ont été beaucoup plus importantes que celles apportées en 2005 et 2010 du fait de l'engagement du Gouvernement qui a donné l'alerte très tôt mais aussi du soutien de ses partenaires à travers le dispositif commun de coordination et de synergie.

## 4 PRODUCTION ALIMENTAIRE en 2012/13

### 4.1 Préparation de la campagne pluviale 2012/13

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens), le Ministère de l'Agriculture a élaboré un programme d'activités pour favoriser le bon déroulement de la campagne agricole 2012/13. Un soutien accru a été apporté dans le domaine de la fourniture des semences sélectionnées, d'engrais et de produits phytosanitaires.

#### a. Semences

Cette année, les semences pour les cultures pluviales ont été mises en place dans la première décade de mai. Au total, 7 274 tonnes de semences ont été distribuées dans le cadre du plan d'urgence aux populations vulnérables contre 5 000 tonnes environ en 2011/12. L'appui de la FAO s'élève à 2 414 tonnes contre 651 tonnes l'année passée. Le tableau ci-dessous donne la répartition par espèces et par institution.

Tableau n° 3: Répartition des semences distribuées en 2012/13 en tonnes

<b>Cultures</b>	<b>Mil</b>	<b>Sorgho</b>	<b>Niébé</b>	<b>Total</b>
<b>Institutions</b>				
Etat	700	355	590	1 645
FAO	1 926	97	391	2 414
CCA	750	250	-	1 000
Autres partenaires	1 700	215	300	2 215
<b>Total</b>	<b>5 076</b>	<b>917</b>	<b>1 281</b>	<b>7 274</b>

Source: Direction générale de l'agriculture (DGA).

La production de semences certifiées est relativement faible au Niger de l'ordre de 6 000 tonnes environ provenant des cinq (5) centres semenciers existants, des coopératives agréées et des programmes mis en œuvre par les partenaires au développement.

#### b. Engrais

La vente des engrais s'est faite cette année de manière décentralisée jusqu'au niveau des communes à travers 180 points de vente (contre 104 l'année passée) auxquels s'ajoutent les 800 boutiques d'intrants disséminés à travers le pays. L'installation de centres secondaires de gestion des intrants au niveau des communes a contribué de façon significative à l'augmentation de l'accessibilité des producteurs aux engrais. Les quantités d'engrais mises en place cette année s'élèvent à 34 481 tonnes contre 14 726 tonnes environ en 2011/12. Le stock résiduel au 19 septembre s'élève à 12 318 tonnes toutes formules confondues.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des quantités d'engrais mises en place au titre des campagnes pluviales 2011/12 et 2012/13 par région.

**Tableau n° 4: Répartition des quantités d'engrais mises en place par région (tonne) en 2011/12 et 2012/13**

Régions	Urée (2012)	NPK (2012)	Total 2012	Total 2011
Agadez	1 294	1 130	2 424	1 405
Diffa	1 780	1 320	3 100	1 925
Dosso	1 690	2 500	4 190	1 912
Maradi	2 268	4 487	6 755	2 062
Tahoua	2 370	1 260	3 630	2 221
Tillabery	1 680	1 391	3 071	1 318
Niamey	2 837	2 845	5 682	2 658
Zinder	2 209	3 420	5 629	1 225
<b>Total</b>	<b>16 128</b>	<b>18 353</b>	<b>34 481</b>	<b>14 726</b>

Source: Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles (CAIMA).

L'engrais est subventionné à 50 pour cent et vendu prioritairement aux coopératives jusqu'à hauteur de cinq (5) tonnes. Le sac d'engrais est cédé à 13 500 FCFA sur toute l'étendue du territoire nigérien. Presque tout le stock mis en place a été financé sur fonds propres de l'Etat.

Le programme de restructuration en cours vise à augmenter les points de vente en fonction de la demande sur une base contractuelle et de renforcer le personnel technique en y incluant des techniciens agricoles. Ce programme prévoit aussi d'établir une collaboration plus étroite avec les centres de recherche agricole en vue de déterminer avec précision les formules d'engrais recommandées pour les différents types de sol du Niger.

#### c. Produits phytosanitaires

La dotation en pesticides pour la campagne 2012 s'élève à 62 832 litres provenant de l'Etat nigérien contre 76 500 litres en 2011. Au 30 septembre 2012, la Direction générale de la protection des végétaux dispose d'un stock de 5 325 litres de pesticides comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

**Tableau n° 5: Stock des pesticides au 30 septembre 2012**

Pesticide	Stock (litres)	Dose/ha	Capacité (ha)
Tracker 16,5 UL	40	1	40
Malathion 925 UL	1 000	0.25	4 000
Pyral 480 UL	3 400	0.5	6 800
Karaté 0,8 UL	20	2.5	8
Karaté 0,5 EC	45	0.5	90
Decis 17,5 UL	800	1	800
Cap 88 EC	20	0.25	80
<b>TOTAL</b>	<b>5 325</b>		<b>11 818</b>

Source: Direction générale de la protection des végétaux (DGPV).

## 4.2 Préparation des cultures irriguées 2012/13

Le Gouvernement a procédé au lancement de la campagne des cultures irriguées 2012/13 le 30 octobre 2012 avec comme objectif d'emblaver 100 000 ha. Ce programme porte sur les céréales, les tubercules, les tomates, l'oignon, la patate douce, le poivron, etc.

Les procédures d'acquisition et de mise en place des semences sont en cours d'exécution. En appui à l'Etat, la FAO compte mettre en place un programme de 670 tonnes de pomme de terre, 5 tonnes de semences maraîchères et 150 tonnes de maïs pour une superficie globale de 17 000 ha.

Pour la campagne des cultures irriguées, les quantités d'engrais prévues sont de 21 559 tonnes dont 7 287 tonnes d'urée, 10 187 tonnes de NPK et 4 085 tonnes de DAP.

## **4.3 Conditions agro-climatiques**

### **4.3.1 Pluviométrie**

Les premières pluies utiles ont été enregistrées au cours de la première décennie du mois de mai dans certaines localités de l'extrême sud des régions de Dosso, Maradi et Zinder. Ces précipitations ont été bien réparties à l'Est et sur l'extrême Sud du pays.

Cependant à l'Ouest, les pluies ont été tardives et mal réparties particulièrement à Anzourou (région de Tillabéri) où les premières pluies utiles sont arrivées pendant la troisième décennie de juillet. Dans la commune de Dongokiria (région de Dosso) les premières pluies ont été suivies d'une longue séquence sèche d'environ cinquante (50) jours. D'une manière générale, le retour à une situation pluviométrique normale est intervenu vers la première décennie du mois de juillet sur l'ensemble du pays.

Au cours de la troisième décennie du mois de juillet et de la deuxième décennie du mois d'août, de fortes précipitations de plus de 100 mm/jour ont été enregistrées dans plusieurs localités du pays qui ont occasionné des inondations avec des pertes sur les cultures et les infrastructures socio-économiques.

Le cumul pluviométrique au 30 septembre 2012 est supérieur à 400 mm sur la majeure partie de la zone agricole. Ce cumul est excédentaire au niveau de plus de 80 pour cent des postes suivis aussi bien par rapport à l'année précédente que par rapport à la moyenne de la période 1981-2010.

En ce qui concerne la région d'Agadez, il faut signaler que les cultures pratiquées sont tributaires des écoulements des koris<sup>2</sup> au niveau de la région et non seulement des hauteurs de pluies qui y sont tombées. Les cultures irriguées bénéficient de quelques pluies et d'une irrigation complémentaire. Ainsi, pour l'année 2012, la situation pluviométrique et hydrologique est nettement meilleure à celle de 2011 avec un nombre élevé d'écoulements importants enregistrés.

### **4.3.2 Situation hydrologique**

A la faveur des précipitations de plus en plus abondantes et régulières, la situation hydrologique au Niger s'est améliorée de manière significative à partir de la troisième décennie du mois de juin. Le remplissage des mares et des rivières s'est poursuivi normalement.

Dans les bassins des principaux systèmes hydrologiques de l'intérieur du pays (Maggia, Goulbis, Koramas, etc.), les écoulements sont devenus de plus en plus importants et réguliers. A l'est du pays, dans le bassin du Lac-Tchad, les premiers écoulements de la Komadougou Yobé sont arrivés à Bagara (Diffa) dans la journée du 29 juin 2012. La situation a évolué positivement en juillet avec l'installation progressive de la saison des pluies.

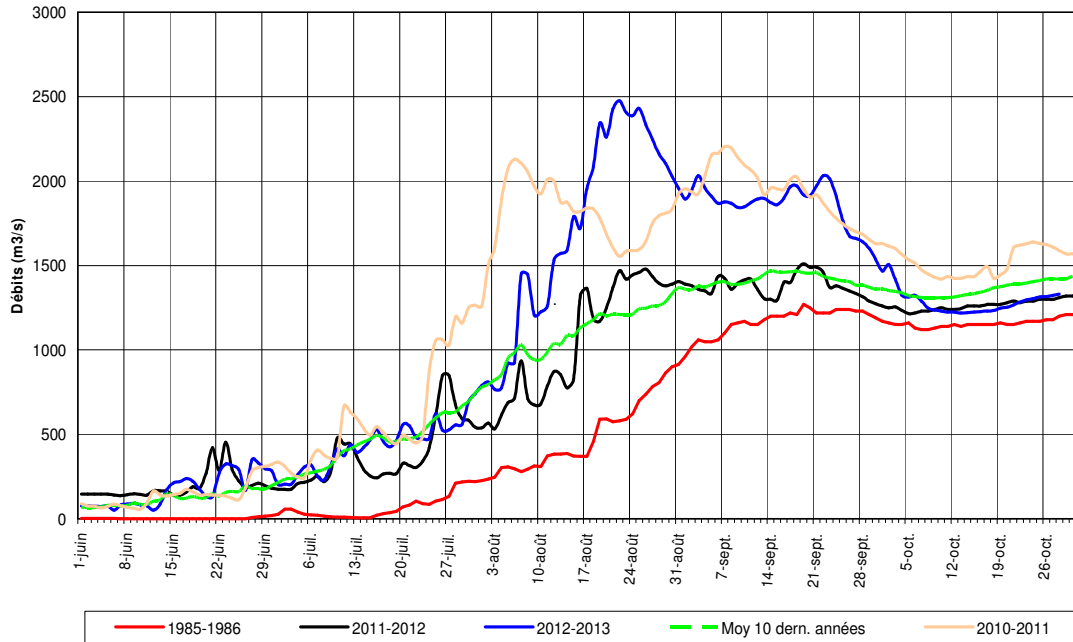
L'hydrogramme du fleuve Niger au cours du mois de juillet avoisine celui de la moyenne des 10 dernières années. Le mois d'août a été marqué par une montée importante et rapide des débits. L'hydrogramme a atteint et dépassé la moyenne des dix dernières années et celui de 2010/11 qui a été une année de grande crue.

La cote d'alerte (soit 530 cm) du fleuve Niger a été atteinte et dépassée le 15 août 2012. Le pic de la saison était de 1476 m<sup>3</sup>/s. Il s'agit d'un débit maximum jamais observé depuis l'installation de la station de Niamey (1928). Cette crue s'explique par la très bonne pluviométrie observée dans le bassin. Les écoulements ont un peu régressé durant le mois de septembre mais sont demeurés nettement supérieurs à ceux de 2011.

---

<sup>2</sup> Kori signifie "oued" ou cours d'eau temporaire en langue Haoussa.

Figure n° 3 Hydrogrammes comparés du fleuve Niger à Niamey



Source: Direction régionale de l'hydraulique, Ministère de l'hydraulique et de l'environnement (DRE/MH/E).

#### 4.3.3 Période de semis et état des cultures

Les semis ont démarré à partir de la 1<sup>ère</sup> décade du mois de mai et se sont poursuivis localement jusqu'à la 3<sup>ème</sup> décade du mois. Ils se sont généralisés en juin dans les zones agricoles du pays. Par rapport à la date moyenne, les semis précoces sont enregistrés à l'Est et au Centre du pays. Toutefois, des retards de semis de 10 à 20 jours et plus ont été observés dans les régions de Tahoua, Dosso et de Tillabéri où les populations de plusieurs localités ont effectué plusieurs semis au cours des mois de juin et juillet.

A la faveur des bonnes conditions agro-climatiques qui ont prévalu durant la campagne agricole, les cultures se sont bien développées. Elles étaient en fin de cycle au niveau de l'ensemble des régions, lors du passage de la mission. Les récoltes se poursuivaient activement tant pour les céréales (mil, sorgho, maïs) que pour les cultures de diversification.

#### 4.3.4 Situation des inondations

Les abondantes pluies du mois d'août ont occasionné des inondations dans plusieurs localités du pays notamment à Niamey, Dosso, Tillabéri et Zinder. Le tableau ci-dessous donne la situation des superficies inondées et les villages sinistrés par région.

Tableau n° 6: Estimation des superficies inondées et les villages sinistrés

Régions	Départements	Communes	Villages sinistrés	Populations sinistrés	Nbre de ménages sinistrés	Superficies inondées
Tillabery	6	13	129	0	0	3 877
Agadez	4	9	47	37 593	535	287
Diffa	6	12	41	7 099	1 131	500
Dosso	8	37	464	129 745	16 703	35 832
Maradi	8	28	213	36 187	5 211	777
Niamey	1	5	61	210 624	23 580	3 092
Tahoua	9	20	93	16 183	2 399	1 811
Zinder	8	31	177	41 300	5 900	2 704
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>155</b>	<b>1 225</b>	<b>478 731</b>	<b>55 459</b>	<b>48 880</b>

Source: Direction générale de l'agriculture (DGA).

A cette situation s'ajoutent les inondations occasionnées en novembre par la crue de la Komadougou Yobé dans la région de Diffa.

#### 4.3.5 Situation phytosanitaire et acridienne

##### a. Situation phytosanitaire

La situation phytosanitaire a été globalement calme. Toutefois, hormis la situation acridienne développée au prochain paragraphe, les constats suivants ont été faits:

- des infestations localisées de sautériaux qui ont nécessité des traitements dans les régions de Diffa, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder et Tillabéri ;
- des manifestations d'oiseaux granivores dans la région de Tahoua dont les traitements ont touché cinq (5) dortoires ;
- l'apparition de la chenille mineuse de l'épi de mil dans la région de Maradi ;
- la présence par endroits d'insectes floricoles sur le mil dans les régions de Dosso, Zinder, Maradi et Diffa ;
- des attaques localisées de pucerons, punaises, chenilles défoliatrices et acariens sur les légumineuses.

Le taux de couverture des traitements tous ravageurs confondus est de 74,78 pour cent en 2012 contre 61,33 pour cent en 2011 correspondant à une superficie de 164 278 ha traités sur les 267 876 ha infestés.

Les traitements ont été effectués essentiellement par voie terrestre contre les sauteriaux dans les régions de Diffa, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder et Tillabéri et par voie aérienne contre les oiseaux granivores au niveau de cinq (5) dortoires actifs dans la région de Tahoua. La lutte biologique utilisant des lâchers de parasitoïdes contre la chenille mineuse du mil a couvert 863 500 ha dans la région de Maradi.

**Tableau n° 7: Récapitulatif des traitements phytosanitaires par région**

Région	Superficies infestées (ha)	Superficies traitées (ha)	Taux couverture (%)
Agadez	547	308	56,31
Diffa	3 300	2 915	88,33
Dosso	4 561	4 561	100
Maradi	11 074	11 074	100
Tahoua	10 193	4 809	47,18
Tillabéri	1 452	1 452	100
Zinder	9 690	5 391	55,63
Niamey	50	50	100
<b>Total</b>	<b>40 867</b>	<b>30 560</b>	<b>74,78</b>

Source: Direction générale de la protection des végétaux (DGPV).

##### b. Situation acridienne

Les premières incursions d'essaims de criquets pèlerins au Niger ont été observées le 31 mai 2012. Les traitements ont permis de neutraliser 24 groupes et fragments d'essaims sur 1 190 ha entre Tchitouloust et Ifrouane, dans les vergers de Tabelot et leurs environs et dans le sud Termit.

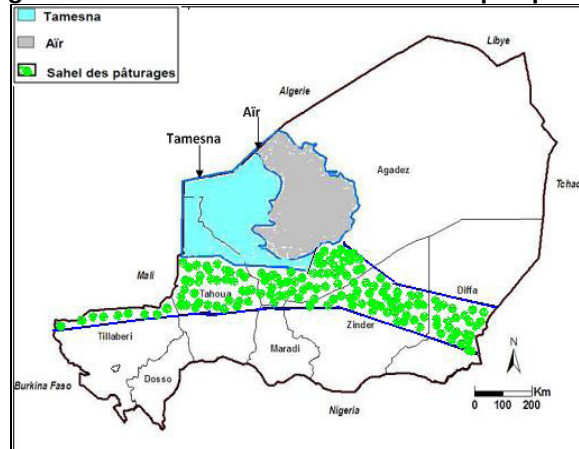
Face à cette menace acridienne, les autorités nigériennes ont adopté en juin, un plan d'actions d'un montant de près de 6 milliards FCFA à partir duquel un programme d'urgence de deux mois dont le coût est estimé à 2,6 milliards FCFA a été préparé. L'objectif de ce plan d'action est de protéger les productions agricoles et pastorales contre les attaques du criquet pèlerin.

En attendant la mise en place des fonds, les moyens du Centre National de Lutte anti Acridienne (CNLA) et du Ministère de l'Agriculture ont été mobilisés pour effectuer les premières interventions de juin et juillet 2012. Suite à la mission d'appui de la FAO au Niger en juillet 2012, la décision a été prise d'étendre le plan jusqu'à la période d'octobre 2012 pour protéger les dernières récoltes.

Au courant de juillet, seuls des insectes à faible densité ont été relevés au niveau des sites prospectés dans le Sud Aïr et Sud Tamesna (1 à 9 individus/site). Les zones non prospectées à conditions favorables subsistent dans le nord Tamesna, nord Aïr et nord Termit. Dans le Damergou et le Tamesna, des pontes et des débuts d'éclosions de solitaires ont été enregistrés.

Au 30 août 2012, les résultats des prospections révèlent une situation acridienne calme caractérisée par une dispersion à grande échelle d'individus adultes mûres à des densités de 1 à 3 individus par site. Ces individus ont été observés pour la plupart dans le massif de l'Aïr notamment dans la plaine sise à l'ouest et au sud du massif, dans le Tadress et dans le nord Tanout.

**Figure n° 4: Zones de surveillance du Criquet pèlerin**



Source: Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA).

#### 4.3.6 Estimation de la production des cultures pluviales

##### a. Méthodologie d'estimation

La méthodologie d'estimation prévisionnelle des productions agricoles utilisée cette année par la Direction des statistiques agricoles est basée sur les informations provenant du suivi et des pronostics sur l'issue de la campagne agricole 2012/13 et les résultats définitifs des cinq (5) dernières campagnes agricoles (2007/11).

L'analyse des similitudes entre la présente campagne et celle des cinq(5) dernières années a permis d'obtenir une estimation approximative non seulement des emblavures, mais aussi des productions et rendements pour les principales cultures en suivant les étapes ci-après :

- **Etape n°1 :** sur la base des résultats définitifs des cinq dernières années, déterminer les niveaux de productions moyennes de mil et de sorgho, ainsi que les productions supérieures à la moyenne et les productions inférieures à la moyenne ;
- **Etape n°2 :** considérer les pronostics de l'hypothèse d'arrêt des pluies qui s'est confirmée en termes de proportions d'emblavures pouvant donner des productions bonnes, moyennes et médiocres. A défaut, il faut établir de nouveaux pronostics sur la base de la situation phénologique au 30 septembre 2011 ;
- **Etape n°3 :** calculer les productions attendues en affectant à chaque niveau de production (résultat étape n°1), les proportions d'emblavures à productions bonnes, moyennes et médiocres. Ce qui donnerait par exemple les résultats suivants :
  - niveau de productions supérieures à la moyenne X pour cent d'emblavures productions bonnes



- niveau de productions moyennes X pour cent d'emblavures à productions moyennes
- niveau de productions inférieures à la moyenne X pour cent d'emblavures à productions médiocres

*La somme de ces trois résultats équivaut à la production attendue sans la prise en compte des pertes liées aux phénomènes exceptionnels observés*

- **Etape n°4** : estimer les pertes induites de la zone affectée par les phénomènes exceptionnels et les déduire du résultat précédent ;
- **Etape n°5** : effectuer les redressements sur les rendements et superficies obtenus par la méthode de convergence de preuve aux résultats des cinq (5) dernières années et aux rendements simulés par le modèle de diagnostic hydrique des cultures (DHC).

**b. Estimation des productions**

**Superficies**

Les superficies emblavées en mil et sorgho au cours de cette campagne 2012/13 enregistrent une hausse respective de 2 pour cent pour cent et 14 pour cent pour cent par rapport à celles de 2011/12. Cette augmentation des emblavures résulte entre autres de la précocité des pluies, de la disponibilité des semences et de leur mise en place à temps.

Les superficies de niébé sont restées presque identiques à celles de 2011/12, mais sont en baisse de 4 pour cent par rapport à la moyenne des cinq ans. La mauvaise récolte de niébé enregistrée en 2011/12 a entraîné une hausse des prix des semences, limitant leurs accès à certains producteurs.

**Tableau n° 8: Superficies (ha) et comparaisons**

	2012	2011	Moyenne 5 ans	Variation 2012/2011 (%)	Variation 2012/moyenne (%)
Mil	7 194 103	7 052 175	6 745 516	2	7
Sorgho	3 285 530	2 878 823	2 927 956	14	12
Niébé	4 700 033	4 644 771	4 876 504	1	-4
Arachide	742 542	690 853	625 213	7	19
Maïs	9 646	8 308	10 011	16	-4

Source: Direction des statistiques agricoles (DSA).

**Rendements**

Comparativement à 2011 et à la moyenne 2007-2011, les rendements de mil et sorgho ont connu une hausse de 11 à 54 pour cent. Cet accroissement des rendements s'explique par la bonne pluviométrie, l'utilisation des semences améliorées, la disponibilité des engrais et la maîtrise des infestations sur ces deux cultures.

Par contre pour les principales cultures de rente (niébé et arachide), les baisses de rendement varient de 14 pour cent à 47 pour cent. Elles sont dues à l'excès d'eau enregistrée par endroits et aux attaques des pucerons et autres insectes floricoles. Pour l'arachide, la dégénérescence (non renouvellement des semences) variétale est un facteur explicatif.

**Tableau n° 9: Rendements (kg/ha) et comparaisons**

	2012	2011	Moyenne 5 ans	Variation 2012/11 (%)	Variation 2012/moyenne (%)
Mil	515	391	462	31	11
Sorgho	412	268	343	54	20
Niébé	236	338	274	-30	-14
Arachide	302	573	484	-47	-38
Maïs	789	766	888	3	-11

Source: Direction des statistiques agricoles (DSA).

### **Estimation des productions**

La production prévisionnelle des céréales pluviales est estimée à **5,1 millions de tonnes** dont 3,7 millions de tonnes de mil, 1,3 million de tonnes de sorgho, 7 610 tonnes de maïs, 84 475 tonnes de riz et 5 467 tonnes de fonio. Ces chiffres incluent les prévisions de productions céréalières de contre-saison dont environ 79 000 tonnes de riz et 600 tonnes de blé. Les productions de mil et sorgho qui représentent cette année 98 pour cent de la production céréalière prévisionnelle, sont en hausse de 43 pour cent par rapport à 2011/12 et de 22,7 pour cent par rapport à moyenne des cinq dernières années. Cette très bonne production s'explique par la bonne pluviométrie enregistrée de cette année et l'utilisation de semences améliorées et des engrais.

La production de l'arachide est estimée à **223 966 tonnes** contre 395 669 tonnes en 2011 et 302 319 tonnes pour la moyenne des cinq dernières années, soit des baisses respectives de 43 pour cent et 26 pour cent. Le niébé aussi accuse une baisse de 29 pour cent par rapport à 2011 et de 17 pour cent par rapport à la moyenne de cinq ans. Le recul constaté sur ces deux cultures est dû aux attaques des pucerons, à la dégénérescence des variétés et à l'excès d'eau par endroits.

La production de riz pluvial, estimée à 5 031 tonnes est en baisse de 59 pour cent par rapport à 2011/12 et de 75 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années, à cause des inondations.

**Tableau n° 10: Estimations des productions (tonnes) et comparaisons**

	2012	2011	Moyenne 5 ans (2007-2011)	Variation 2012/11 (%)	Variation 2012/moyenne 5 ans (%)
Mil	3 702 370	2 760 917	3 117 156	34	19
Sorgho	1 354 927	770 322	1 003 058	76	35
Niébé	1 109 692	1 568 828	1 334 361	-29	-17
Arachide	223 966	395 669	302 319	-43	-26
Maïs	7 610	6 366	8 886	20	-14

Source: Direction des statistiques agricoles (DSA).

Le tableau en annexe donne les superficies, rendements et productions des principales cultures comparées avec 2011/12 et la moyenne 2007-2011.

## **5 SITUATION PASTORALE 2012/13**

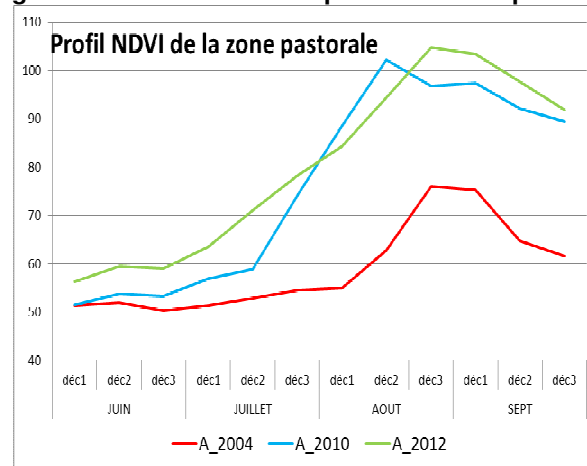
### **5.1 Développement des pâturages et points d'eau**

#### **a. Situation des pâturages**

Lors du passage de la mission, en zone pastorale, toutes les espèces herbacées notamment *Schoenefeldia gracilis* *Cenchrus biflorus* avaient bouclé leur cycle végétatif. On notait la présence de certaines graminées pérennes verdoyantes telles que *Panicum turgidum* et *Cyperus conglomeratus*. En zone agricole, d'une manière générale, le stade dominant était la maturité sénescence avec des espèces comme *Schoenefeldia gracilis*, *Zornia glochidiata*, *Cassia mimosoides*, *Sida cordifolia*, etc.

La situation des pâturages est bonne dans son ensemble et nettement meilleure à celle de 2011. Cette situation est illustrée par le profil NDVI ci-dessous de la zone pastorale.

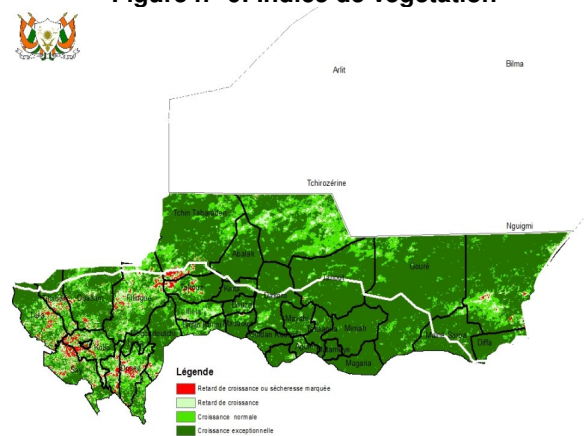
**Figure n° 5: Profil NDVI comparé de la zone pastorale**



Source: AGRHYMET.

Cependant de faibles productions sont observées dans les zones ayant connu un déficit pluviométrique comme l'indique la figure ci-dessous.

**Figure n° 6: Indice de végétation**



Source: AGRHYMET.

### **b. Situation de l'abreuvement et des points d'eau**

L'abreuvement des animaux se fait au niveau des eaux de surface (mares permanentes et semi-permanentes lacs), des cours d'eau (Komadougou, fleuve Niger et ses affluents) et de certaines mares dont le niveau de remplissage est satisfaisant compte tenu des précipitations enregistrées. En revanche, dans la zone pastorale de Diffa, Tahoua, Tillabéri et certaines localités de la zone pastorale de Zinder (Tesker, Termit), l'abreuvement se fait essentiellement au niveau des puits et forages dont le maillage est encore insuffisant.

### **c. Mouvements et concentration des troupeaux**

Les mouvements constatés sont habituels en cette année de bonnes productions aussi bien en zone pastorale qu'agro-pastorale. Cependant, il est à noter qu'une amorce des mouvements des animaux a été entamée vers les zones de cultures du Sud. Le manque d'eau du fait du faible maillage des points d'eau oblige les éleveurs à quitter précocement la zone pastorale. La transhumance a commencé

mais le mouvement sera plus tardif que l'année passée en raison de la bonne production en zone pastorale et de la libération tardive des champs.

**d. Embonpoint des animaux et termes de l'échange**

L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant pour toutes les espèces. Les termes de l'échange, les prix sont en hausse et par conséquent en faveur des éleveurs.

## **5.2 Bilans fourragers**

Pour la campagne pastorale 2012-2013, un bilan fourrager a été établi à l'échelle départementale, sauf pour les nouvelles entités départementales créées, du fait du manque de données. Néanmoins, une capacité de charge animale a été déterminée pour chaque Département.

Le bilan fourrager est établi à partir de deux données fondamentales :

- la production fourragère totale disponible évaluée en tonne de matière sèche après déduction de toutes les déperditions ;
- l'appréciation des effectifs du cheptel (en nombre de têtes et en UBT) résidant sur le territoire national au cours des 9 mois que dure la saison sèche ainsi que de leur besoin alimentaire pendant cette période.

S'agissant des effectifs pour l'année 2013, ils sont estimés à 15 130 945 UBT globales parmi lesquelles 12 251 800 UBT séjournent sur le territoire national pendant neuf mois.

Compte tenu des bonnes productions fourragères de cette campagne, le bilan fourrager est globalement excédentaire de 1 767 889 Tonne Matière Sèche ( TMS ) comme indiqué dans le tableau ci-après. Cet excédent est le plus élevé des 7 dernières années.

**Tableau n° 11: Bilan fourrager campagne pastorale 2012/13**

Régions	Disponible pâturage Zone pastorale (TMS)	Disponible pâturage zone de l'Air (TMS)	Disponible résidus agriculture (TMS)	Disponible Enclave (Tonne MS)		Total Disponible (TMS)	Effectif en UBT (Projection 2013)	Effectif UBT séjournant	Besoins UBT séjournant (TMS)	Ecart (TMS)
				Herbacée	Ligneux					
Agades	1 966 879	9,8	662	0	0	1 977 341	401 653	401 653	682 811	1 294 530
Diffa	2 954 611	0	100 278	1 041	0	3 055 930	1 636 916	1 293 968	2 199 745	856 184
Maradi	1 418 163	0	1 210 770	34 945	23 963	2 687 841	2 512 116	1 792 335	3 046 969	-359 128
Tahoua	4 148 171	0	1 136 887	15 542	13 691	5 314 291	3 228 054	2 637 861	4 484 364	829 927
Tillabéri	673 662	0	838 249	1 096 581	4 921	2 613 412	2 652 195	2 203 736	3 746 352	-1 132 939
Zinder	4 836 016	0	1 032 322	4 397	4 767	5 917 075	3 314 727	2 961 220	5 034 074	883 002
Niamey			63 189	690	1 416	65 296	91 294	91 294	155 199	-89 904
Dosso	5 089	0	848 959	13 635	97,08	964 763	1 293 990	869 733	1 478 547	-513 784
<b>Niger</b>	<b>16 002 590</b>	<b>9,8</b>	<b>5 168 127</b>	<b>1 205 718</b>	<b>144 437</b>	<b>22 595 949</b>	<b>15 130 945</b>	<b>12 251 800</b>	<b>20 828 060</b>	<b>1 767 889</b>

Source: Ministère de l'élevage (MEL).

Face à la menace des feux de brousse les pouvoirs publics ont lancé un appel à tous les acteurs du secteur de l'élevage afin que des dispositions urgentes et adéquates soient prises pour sécuriser et valoriser le stock fourrager. En mi-novembre, plus de 100 000 ha ont été ravagés par les feux de brousse dans régions de Maradi (Fako, Bermo, Akadané et Gadabebji totalisant 9 700 ha), Zinder (Tesker Belbedji avec près de 80 000 ha), Tahoua (Tassara, Tillia, Abouhaya, Tamaya, Tounfaminir avec près de 20 000 ha), Diffa (Sayam, Goudoumaria et Diffa) et Agadez (Aderbissinat et Tchirozerine) avec près de 250 ha

### 5.3 Situation zoo-sanitaire

La situation sanitaire est globalement satisfaisante. Des foyers de pasteurellose et de clavelée ont été signalés mais rapidement contrôlés grâce aux différentes interventions des services techniques de l'Élevage. Par ailleurs, les motifs de présentation d'animaux au niveau des cliniques vétérinaires sont en majorité les affections respiratoires digestives et le parasitisme interne.

Le deuxième passage de la vaccination gratuite en zone pastorale se poursuivait actuellement à travers tout le pays. Cette opération de masse a permis de vacciner 71,60 pour cent des bovins contre la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB), 76,53 pour cent des petits ruminants contre la Peste des Petits Ruminants (PPR) et 49,29 pour cent des camelins contre la Pasteurellose des camelins.

## 6 CONTEXTE RÉGIONAL

Selon les résultats préliminaires, la récolte de 2012 est bonne dans la sous-région, suite aux pluies favorables qui sont tombées tout au long de la période de végétation. Différents dispositifs de sécurité visant à accroître la productivité, mis en place par les gouvernements respectifs, ont également favorisé cette hausse de la production. Une récolte supérieure à la moyenne était escomptée dans tous les pays sahéliens voisins du Niger dont le **Burkina Faso**, le **Tchad** et le **Mali**. De bonnes récoltes sont également attendues dans les pays riverains du golfe de Guinée dont le **Benin** et le **Nigeria**. Toutefois, les fortes pluies et les graves inondations qu'a connu l'Afrique de l'ouest d'août à octobre risquent de limiter la production finale, notamment au **Nigeria**, pays dont le secteur agricole influence fortement la situation des approvisionnements alimentaires au Niger. Une récente évaluation inter-institutions portant sur les 14 États nigériens les plus touchés par les inondations a estimé qu'environ 5,7 millions d'animaux ont été tués et plus de 2 millions d'hectares de terres agricoles (riz, sorgho, maïs, manioc et igname) perdus, ce qui pourrait peser sur les estimations définitives concernant la production agricole au Nigeria et sur les disponibilités alimentaires de la sous-région. En outre, les combats actuellement en cours au **Mali** auront des répercussions sur la production de riz irrigué dans la zone de l'Office du Niger.

## 7 MARCHÉS ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Les marchés alimentaires sont fortement intégrés dans la sous-région. En particulier, un niveau élevé d'intégration s'observe entre les marchés du Niger, du Bénin et du Nigeria, dans la partie orientale de l'Afrique de l'Ouest. En année normale, le Nigeria et le Bénin exportent les céréales vers les régions déficitaires du Niger voisin. Le marché de Malanville au Bénin, de Jibia, Illela et Mai-Adua au Nigeria influencent significativement plus de 75 pour cent des marchés au Niger selon une étude récente (Akker, 2007<sup>3</sup>). Dans les années de faible production, cependant, le Bénin et le Nigeria utilisent une plus grande partie de leur production nationale et importent parfois des céréales du Niger, augmentant le déficit dans ce dernier pays. Les prix paritaires d'importations des marchés régionaux sont donc un déterminant clé des approvisionnements alimentaires dans les pays concernés.

Les différentes crises qui ont affecté le Niger depuis 2005 se sont traduites, à chaque fois, par des niveaux élevés des prix des denrées alimentaires. Cependant l'ampleur de l'augmentation des prix est déterminée par l'étendue du choc. En 2010, la baisse de la production était localisée (et limitée au Niger et au Tchad; les disponibilités étaient suffisantes au Nigeria) et le fonctionnement des marchés sans entraves majeures, avec des importations régulières en provenance des pays voisins notamment le Nigeria et le Bénin. La régularité et le caractère soutenu des flux de céréales en

<sup>3</sup> Akker, Jenny. 2007. Monitoring regional markets for early warning of food crises in western Africa. Papier présenté à un workshop organisé par la FAO à Rome en Décembre 2007.

provenance des marchés transfrontaliers, combiné aux différentes interventions humanitaires, ont permis d'améliorer l'offre et de limiter la hausse des prix sur les marchés locaux. En revanche, en 2012, comme en 2005, la baisse généralisée des disponibilités à travers la sous-région, combinée aux entraves au commerce dans quelques pays ont conduit à des prix records au Niger, comme dans les autres pays de la sous-région. En Décembre 2012, le prix constant du kilogramme de mil à Niamey était encore de 235 FCFA environ (comparé à 189 FCFA par kg en décembre 2005 et 186 FCFA en décembre 2010) malgré les baisses saisonnières intervenues entre septembre et décembre avec les nouvelles récoltes. La persistance des prix élevés malgré les bonnes récoltes est partiellement due aux achats institutionnels en cours dans le pays. L'achat d'environ 100 000 tonnes de céréales est prévu par le gouvernement selon les sources officielles.

Les prix avaient connu la baisse saisonnière même s'ils restent à un niveau relativement élevé. Lors du passage de la Mission, les marchés étaient bien approvisionnés en produits alimentaires locaux divers (céréales et légumineuses), en raison des récoltes qui avaient démarré dans plusieurs régions. Les prix chutaient avec l'arrivée des nouvelles récoltes. A Abala dans la région de Tillabéri, les prix nominaux du mil ont baissé de 35 000 FCFA le sac de 100 kg en juillet-août à 20 000 FCFA au début novembre, soit une baisse de 43 pour cent. Au marché de Maï Makaïni dans la région de Dosso, ces prix ont baissé de 33 pour cent sur la même période, de 24 000 FCFA en juillet-août à 16 000 FCFA lors du passage de la mission (début novembre).

Le prix des animaux a fortement augmenté avec l'accès à des pâturages abondants et l'amélioration de leur état d'embonpoint. Les termes de l'échange bétail/mil qui s'étaient fortement dégradés pendant la crise, ont donc connu une nette amélioration en faveur des éleveurs.

## **8 BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES POUR 2012/13**

Les prévisions relatives à l'offre et à la demande des céréales en 2012/13 sont fondées sur les hypothèses suivantes:

- La population du Niger à la mi-2010 a été estimée par les Nations Unies à 15 891 482 habitants. La mission projette la population à la mi-2013 à environ 17.2 millions.
- On retiendra en 2012/13 comme consommation annuelle par habitant et pour chaque céréale considérée, la consommation apparente moyenne des 5 dernières années (2007/08–2011/12) qui s'établit comme suit: blé: 4,2 kg, riz: 19,7 kg, céréales secondaires dont maïs: 3,8 kg; mil: 156.9 kg; sorgho: 45,9 kg, soit un total de 206,8 kg pour les céréales secondaires. Ces chiffres sont très proches des normes de consommation utilisées par le CILSS au Niger
- Pour les céréales sèches (céréales secondaires), les pertes, semences et alimentation du bétail sont estimées à 15 pour cent de la production brute. Ainsi, pour la production brute de céréales secondaires estimée à 5 millions de tonnes en 2012, on obtient une disponibilité nette d'environ 4,2 millions de tonnes. S'agissant du riz, les déductions pour pertes et semences sont de 15 pour cent et le taux d'usinage est de 70 pour cent.
- Les stocks initiaux sont estimés à 62 300 tonnes, dont 15 700 tonnes de riz, 5 000 tonnes de blé et 41 600 tonnes de céréales secondaires. Pour ce qui concerne les céréales secondaires, la mission ne disposait que des chiffres des stocks totaux qui ont été répartis en mil, sorgho et maïs, respectant la composition du stock national de sécurité.

**Tableau n° 12: Bilan céréalier pour 2012/13 (en milliers de tonnes)**

	<b>Blé</b>	<b>Riz</b>	<b>Mil et fonio</b>	<b>Sorgho</b>	<b>Maïs</b>	<b>Total céréales</b>
<b>Disponibilités intérieures</b>	5,6	70,6	3 722,8	1 366,5	22,6	5 188,1
Stocks d'ouverture	5	15,7	15	11,6	15	62,3
Production (riz usiné)	0,6	54,9	3 707,8	1 354,9	7,6	5 125,8
<b>Utilisation totale</b>	68,9	352,2	3 256,6	994,4	66,5	4738,6
Consommation alimentaire	68,8	344	2 700	791,2	65,4	3969,8
Pertes et semences	0,1	8,2	556,2	203,2	1,1	768,9
<b>Excédent/déficit avant importation/exportation</b>	-63,3	-281,7	831,9	372,1	-43,9	449,4

Source: Estimations faites sur la base des données de la FAO et de la Direction des statistiques agricoles du Niger.

Le Niger présente un déficit structurel en blé, riz et maïs dont les besoins d'importation s'élèvent à quelques 388 000 tonnes pour l'année commerciale 2012/13. Au même moment, le pays disposera d'un surplus important de mil et de sorgho. En résumé, sur la base des chiffres de production provisoires, le pays disposera en 2012/13 d'un surplus céréalier prévisionnel, hors importations commerciales, de près 450 000 de tonnes. Une partie de cet excédent servira à reconstituer le stock national de sécurité. A ce titre l'opération d'achat de céréales auprès des producteurs est en cours dans les régions excédentaires. Les importations commerciales prévues de blé et de riz couvriront les besoins estimés.

## 9 PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

La bonne récolte engrangée aussi bien au Niger que dans la sous-région devrait assurer une bonne disponibilité alimentaire dans le pays en 2012/13. Le problème qui se posera à une bonne partie de la population est celui de l'accès aux denrées disponibles. En effet, malgré la bonne production, il subsiste des poches de vulnérabilité tant structurelle que conjoncturelle. C'est le cas par exemple du département d'Ayorou dans la région de Tillabéri qui a connu une forte baisse de la production, suite à une sécheresse en 2012. La production céréalière était mauvaise également dans les départements de Tillabéri et Torodi (région de Tillabéri), Loga, Dogon Doutchi et Tibiri (région de Dosso), Bagaroua, Tahoua, et Kéïta (région de Tahoua). La production rizicole a été sérieusement affectée par les inondations. Aussi, dans le domaine pastoral, des zones déficitaires existent notamment à l'ouest de Ouallam, l'est de Sanam, le centre de Abala, le sud de Banibangou, Aterou, Bankilaré (Teguey), Tillabéri (Anzourou, Bibiyergou), Dogon Doutchi. L'évaluation entreprise par le Système d'alerte précoce (SAP) identifiera avec précision les zones vulnérables qui doivent l'objet d'attention particulière.

En outre, les crises alimentaires qui ont frappé le pays depuis 2005 ont eu un impact grave sur les différents groupes pastoraux, agro-pastoraux et des zones agricoles. Au sein de ces groupes, la dernière crise (2012) s'est encore traduite à des degrés divers par une chute des revenus, un niveau très élevé d'endettement des ménages, la mise en œuvre de mécanismes de détresse irréversibles et une détérioration de la situation nutritionnelle. L'endettement des producteurs et le remboursement des dettes en nature fait qu'une bonne partie des récoltes est déjà remise aux commerçants.

Pour affronter l'année 2012/13, les ménages affectés ne pourront avoir recours qu'à des moyens de subsistance réduits et des mécanismes de résilience dégradés. Ils ne pourront faire face à d'autres choc que difficilement, en ayant recours de nouveau à la décapitalisation par la vente des actifs productifs et des animaux (pour ceux qui en possèdent encore) ou encore à l'endettement excessif et la migration.

Bien que la campagne agricole 2012/13 ait été bonne en général, à l'exception des zones à déficit chronique ou des poches ayant été affecté par un déficit pluviométrique, des inondations ou des attaques localisées d'insectes, une assistance reste nécessaire afin de reconstituer la capacité de résilience des populations affectées pour leur permettre d'assurer de façon autonome leur accès à l'alimentation. Cette assistance doit intervenir dès que possible afin d'éviter les facteurs négatifs pouvant davantage affaiblir leurs moyens de subsistance après que leurs stocks alimentaires propres ont été épuisés. Comme au sortir de la crise de 2010, les interventions devraient mettre l'accent sur



les facteurs contribuant à améliorer la commercialisation des produits , agricoles et l'accès des populations aux disponibilités alimentaires. Il convient en effet de réduire la dépendance des ménages aux sources de revenus et alimentaires précaires que sont les dons et les transferts d'argent, les emprunts, la consommation d'aliments provenant de la cueillette et de la chasse, et le déstockage. Sur la base de ce qui précède la mission recommande de mettre l'accent sur:

- Le soutien à la protection et à l'amélioration de la qualité des aires de pâturage par des activités pouvant être menées dans le cadre d'opérations à haute intensité de main d'œuvre (HIMO).
- Le soutien à la commercialisation des produits agricoles à travers:
  - la reconstitution des banques céréalières,
  - la reconstitution du stock national de sécurité,
  - des achats humanitaires si possible.
- Le renforcement du pouvoir d'achat des ménages vulnérables et leur accès à un disponible céréalier national considérable à travers:
  - des opérations de distributions d'intrants zootechniques afin de soutenir les éleveurs les plus vulnérables ;
  - un appui aux activités agricoles de contre-saison ;
  - un approvisionnement en semences améliorées pour l'hivernage de 2013 ;
  - développement du warrantage pour faciliter la micro-finance et les activités génératrices de revenu ;
  - Une assistance ciblée sous forme de vivres contre travail (*Food for work*) dans les zones enclavées où des problèmes d'approvisionnement en céréales peuvent se poser et de *cash transfert*.
- Continuation de l'appui à la récupération nutritionnelle des enfants malnutris et à l'assistance aux femmes enceintes. Les opérations de *blanket feeding* avec ration de protection sont également recommandées dans les zones vulnérables ;
- Poursuite du suivi des marchés céréaliers et à bétail, renforcement du système de suivi des moyens de subsistance des ménages, du système de surveillance nutritionnelle, du système de suivi des feux de brousse et plus grande dissémination des résultats.

Les interventions devront mettre l'accent sur les zones qui seraient identifiées extrêmement ou moyennement vulnérables par l'évaluation du Système d'alerte précoce en cours.

## ANNEXE

### SYNTHESE DES OBSERVATIONS DE TERRAIN DANS QUELQUES REGIONS

#### I. REGION DE TILLABERI

##### 1. Département de Tillabéri (Commune de Anzourou)

La campagne agro pastorale 2012 est caractérisée par une installation tardive avec la réalisation des semis réussis en fin juillet. Les pluies importantes se sont étalées du 27 juillet au 21 Septembre soit une durée de 50 jours contre une moyenne de 90 jours. Une longue période de sécheresse a été enregistrée du 1<sup>er</sup> au 26 juillet ; ce qui a occasionné plusieurs resemis de mil.

En octobre, les cultures de mil sont au stade d'épiaison-floraison alors que les pluies se sont arrêtées depuis le 21 Septembre. Les récoltes attendues seront nulles cette année. En revanche, la production fourragère sera meilleure que celle de 2011. Les prix des céréales de base (mil et sorgho) ont accusé une baisse au cours du mois d'octobre. Le sac de 100 kg de mil coûtait 20 000 FCFA contre 30 000 FCFA durant la période de soudure.

La commune d'Anzourou a reçu d'importants appuis de l'Etat et des partenaires au développement pour atténuer les effets de la crise de 2011/12. Ces appuis portent sur des distributions gratuites ciblées (764 tonnes), la vente des céréales à prix modérés (325 tonnes), des opérations de cash et food for work et divers filets sociaux. En dépit de ces efforts, la situation alimentaire risque d'être encore difficile au regard des mauvaises récoltes de cette année. La situation nutritionnelle s'est dégradée selon les données collectées au Centre de Santé intégré de Sarakoira (chef lieu commune). De janvier à septembre 2012, le Centre a enregistré 291 cas de malnutrition contre 147 cas à la même période de l'année précédente.

##### 2. Département de Filingué

La campagne agropastorale 2012 est caractérisée par une installation précoce par rapport à 2011 et à la normale. Les pluies ont été précoces, abondantes et bien réparties dans le temps et l'espace (excédentaire par rapport à 2011 et à la normale). Ces fortes précipitations ont causé des inondations sur 3 074 ha des cultures de mil, sorgho et niébé. Cependant, les poches de sécheresse ont été observées en début de saison et les vents de sable ont occasionné des resemis au niveau de 103 villages. L'évolution des cultures a été bonne et en fin septembre, les cultures ont quasi bouclé leur cycle. Au total, 15 639 ha ont été infestés dont 850 ha traités.

La production pastorale est meilleure qu'en 2011 (bonne en zone pastorale et passable dans les zones ayant connu des poches de sécheresse notamment les communes d'Imana, Filingué et Tondikiwindi). Les points d'eau de surface ont été bien remplis. Dans la zone pastorale, la plupart des forages sont en panne et les puits nécessitent un curage. La transhumance sera tardive en raison d'une part de la bonne production en zone pastorale et d'autre part de la libération tardive des champs.

Les marchés ont été régulièrement approvisionnés mais les prix sont restés élevés. Cependant avec les récoltes qui sont en cours, les prix des céréales affichent une tendance à la baisse à partir de septembre. Le prix du mil était à 283 FCFA par kg en septembre 2012 contre 180 FCFA en octobre 2012.

La situation alimentaire est globalement satisfaisante du fait des mesures d'atténuation de la crise de 2010/11 et des bonnes récoltes. Ces mesures ont porté sur des opérations de vente des céréales à prix modéré, des distributions gratuites ciblées, de la mise en place de 792 tonnes des semences, de 1200 litres de produits phytosanitaire, de 123,5 tonnes d'engrais (prix subventionné de 13 500 FCFA le sac de 50 kg), de 1 178 tonnes (contre 125 tonnes en 2011) des intrants zootechniques, des opérations de food et cash for work et des vaccinations gratuites du bétail.

D'une manière générale, ces appuis ont permis d'améliorer l'accès des populations aux vivres, de limiter l'exode au sein de la population et d'améliorer le revenu des populations.

### **3. Département d'Abala**

La campagne agro pastorale 2012/13 est caractérisée par une installation précoce par rapport à 2011 et à la normale. Les pluies ont été précoces, abondantes et bien réparties dans le temps et l'espace (excédentaire par rapport à 2011 et à la normale). Quelques séquences sèches en début de saison ont occasionné un retard de semis au niveau de 15 villages.

L'évolution des cultures a été bonne et en fin septembre, les cultures sont au stade de maturation avancée. La présence des criquets pèlerins a été signalée dans la zone avec une faible densité de l'ordre de 1 000 individus par ha. Les traitements effectués ont permis de réduire considérablement la menace acridienne. Les oiseaux granivores ont occasionnés quelques dégâts sur le mil.

Le pâturage sera satisfaisant dans le nord d'Abala, la commune de Sanamam, les zones de Tamachec et Aboyek, par contre il sera moins bon dans le sud d'Abala. Globalement le pâturage est meilleur qu'en 2011. Les points d'eau de surface sont bien remplis, les forages et puits de la zone pastorale sont dégradés. La situation zoo sanitaire est relativement calme. La transhumance cette année sera tardive en raison d'une part de la bonne production en zone pastorale et d'autre part de la libération tardive des champs.

Le mil se vendait au marché d'Abala à 185 FCFA le kg contre 200 FCFA le kg l'année précédente à la même période. Les termes de l'échange sont en faveur des éleveurs. En octobre 2012, un bouc était équivalent à 1,7 sac de 100 kg de mil contre 1 sac de 100 kg en octobre 2011).

La situation alimentaire est relativement satisfaisante. Elle s'améliore progressivement avec les récoltes qui sont en cours. Par contre, la situation nutritionnelle des enfants ne s'est pas améliorée comparativement à l'année passée à la même période et cela malgré les différentes interventions de l'Etat et des partenaires au développement.

Le département abrite un camp de réfugiés maliens ayant une population estimée à 18 000 personnes début novembre. L'état nutritionnel des réfugiés était jugé satisfaisant, toutefois des mesures d'accompagnement sont à envisager pour leur permettre de mettre en œuvre des activités génératrices de revenus

## **II. REGION DE DOSSO**

### **1. Département de Loga (commune de Loga)**

La préparation de campagne agropastorale 2012/13 a été meilleure que la précédente. Les engrais et semences fournis par l'Etat et de ses partenaires au développement ont été mis en place à temps opportun. Ceci a permis d'améliorer la disponibilité des semences et de limiter l'exode au sein de la population.

Les pluies ont été régulières et bien réparties dans l'ensemble du département. Cependant, des poches de sécheresse ont été notées dans quelques localités. Les infestations de sauteriaux survenues en juillet n'ont pas occasionné des dégâts importants. A part le mil tardif, toutes les cultures sont récoltées. Au total, 31 villages sur les 153 que compte le département sont déficitaires. Pour les cultures irriguées, les semences sont déjà disponibles.

La situation pastorale est bonne au niveau de la zone de parcours notamment la zone de kouro-Yani où le tapis herbacé a connu un développement normale. Par contre à l'Ouest, les jachères et espaces interstitiels ont été envahis cette année par l'espèce *Mitracarpus scaber*, espèce non appréciée par les animaux. Le programme de vaccination gratuite des animaux contre les principales maladies contagieuses est en cours. Des cas de Clavelée et de Fièvre aphteuse ont été observés dans la commune de Sokorbé mais vite contrôlés par les services vétérinaires.

Sur les marchés, les prix des céréales ont accusé une baisse avec l'arrivée des récoltes de cette année. Le mil est vendu à 310 FCFA contre 290 FCFA en octobre.

Dans l'ensemble, la situation alimentaire s'est améliorée. En effet, le département a bénéficié des appuis de l'Etat et des partenaires au développement à travers les distributions gratuites, le cash et food for work, et des filets sociaux qui ont facilité l'accès des ménages vulnérables aux produits vivriers sur les marchés. Par contre, la situation nutritionnelle reste préoccupante au niveau des villages vulnérables.

## **2. Département de Dogon Doutchi (Commune de Dogon kiria)**

La campagne agricole 2012-2013 a connu un léger retard dans son installation. Les pluies ont été insuffisantes et irrégulières en début de campagne et ce jusqu'à la deuxième décennie de juillet où elles étaient devenues régulières et bien réparties. A Dogon Kiria (village de Koutoumbou), une longue période de sécheresse de plus de 50 jours a été enregistrée occasionnant plusieurs resemis.

Les semis se sont généralisés au cours de la troisième décennie de juin (80 pour cent des villages). Les vents de sable et les inondations ont causé des dégâts importants sur les cultures et les habitations. Au total, 1 136 ha ont été traités sur une superficie infestée de 10 202 ha.

Dans la zone pastorale, le développement des herbacées est satisfaisant avec un taux de recouvrement de 45 pour cent à 70 pour cent. Aucun mouvement particulier des animaux n'a été enregistré jusqu'à présent. L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant. La vaccination gratuite contre la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) a permis de vacciner au 2<sup>ème</sup> passage 34 946 bovins. Le faible maillage des puits pastoraux (au nombre de 46) ne permet pas d'assurer un abreuvement correct des animaux. Le département a reçu 59,5 tonnes de tourteaux de coton.

On observe actuellement une baisse progressive des prix des produits sur les marchés à cause de la récolte en cours sur l'ensemble du département. Le mil se vend actuellement à 175 FCFA le kg contre 249 FCFA le kg en septembre. Le terme de l'échange est en faveur de l'éleveur avec un rapport bouc/mil de 1,6 et bétail /mil de 3,5.

La situation alimentaire commence à s'améliorer progressivement avec l'arrivée des nouvelles récoltes et suite aux différentes actions d'atténuation de la crise de 2011/12 mises en œuvre par l'Etat et les partenaires au développement qui ont permis aux ménages bénéficiaires d'avoir un meilleur accès aux produits agricoles durant la période de soudure.

Cependant, cette amélioration risque d'être compromise à cause du poids excessif de l'endettement des ménages. Environ, 50 pour cent des récoltes seront utilisées pour le remboursement des dettes, selon les informations collectées sur place. Le stock disponible ne pourra pas dépasser 2 à 3 mois. Il s'y ajoute des difficultés d'approvisionnement en eau pour les humains et le bétail du village.

**Tableau : Superficies, Rendements et Productions des principales cultures pluviales comparées avec 2011/12 et la moyenne 2007-2011**

ANNEE		Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Niébé	Arachide	Sésame	Souchet	Voandzou	Oseille
<b>2007</b>	Superficie	6 170 179	2 838 847	17 770	4 025	3 992	4 768 138	375 318	72 118	3 992	41 661	95 839
	Rendement	451	344	1 087	1 604	460	210	393	298	791	292	104
	Production	2 781 928	975 223	19 324	6 455	1 837	1 001 139	147 676	21 513	3 156	12 168	9 975
<b>2008</b>	Superficie	6 738 884	3 055 251	10 039	17 747	11 161	5 242 347	675 477	79 848	10 345	48 661	206 057
	Rendement	523	401	794	1 830	437	295	457	623	3 751	417	186
	Production	3 521 727	1 226 251	7 968	32 475	4 874	1 543 943	308 510	49 712	38 801	20 313	38 418
<b>2009</b>	Superficie	6 513 144	2 544 716	1 541	14 052	2 538	4 156 293	588 651	147 817	7 957	72 249	193 973
	Rendement	411	290	901	1 432	1 268	189	431	512	4 162	418	244
	Production	2 677 855	738 661	1 389	20 117	3 218	787 472	253 497	75 632	33 115	30 182	47 345
<b>2010</b>	Superficie	7 253 200	3 322 142	12 398	20 055	11 329	5 570 969	795 768	172 207	10 386	63 879	215 717
	Rendement	530	393	757	1 494	483	318	511	498	3 208	430	192
	Production	3 843 351	1 304 832	9 381	29 963	5 467	1 773 423	406 245	85 694	33 322	27 472	41 413
<b>2011</b>	Superficie	7 052 175	2 878 823	8 308	8 729	11 612	4 644 771	690 853	181 735	8 708	51 536	131 921
	Rendement	391	268	766	1 401	427	338	573	297	2 798	429	148
	Production	2 760 917	770 322	6 366	12 230	4 960	1 568 828	395 669	54 023	24 363	22 098	19 473
<b>2012</b>	Superficie	7 194 103	3 285 530	9 646	4 997	11 329	4 700 833	742 542	132 479	7 749	70 455	174 857
	Rendement	515	412	789	1 007	483	236	302	434	2 961	457	183
	Production	3 702 370	1 354 927	7 610	5 031	5 467	1 109 692	223 966	57 464	22 948	32 228	32 056
<b>Moyenne 2007-2011</b>	Superficie	6 745 516	2 927 956	10 011	12 922	8 126	4 876 504	625 213	130 745	8 278	55 597	168 701
	Rendement	462	343	888	1 567	501	274	484	438	3 208	404	186
	Production	3 117 156	1 003 058	8 886	20 248	4 071	1 334 961	302 319	57 315	26 551	22 447	31 325
<b>Taux de croissance 2012/11</b>	Superficie	2%	14%	16%	-43%	-2%	1%	7%	-27%	-11%	37%	33%
	Rendement	31%	54%	3%	-28%	13%	-30%	-47%	46%	6%	7%	24%
	Production	34%	76%	20%	-59%	10%	-29%	-43%	6%	-6%	46%	65%
<b>Taux de croissance 2012/moyenne (2007-2011)</b>	Superficie	7%	12%	-4%	-61%	39%	-4%	19%	1%	-6%	27%	4%
	Rendement	11%	20%	-11%	-36%	-4%	-14%	-38%	-1%	-8%	13%	-1%
	Production	19%	35%	-14%	-75%	34%	-17%	-26%	0%	-14%	44%	2%

Source: Direction des statistiques agricoles (DSA).